

pris les millions pour spéculer sur les terrains à Montréal, à l'entour du tunnel qu'ils ont construit? A même l'argent du Gouvernement, et aujourd'hui ils voudraient les revendre après en avoir eu les bénéfices. Et c'est cette compagnie, cette pieuvre, si je puis la qualifier ainsi, que le Gouvernement veut favoriser pour l'achat d'une propriété toute en démeuce et qui ne vaut rien. D'ailleurs ceci est prouvé, ceci est admis, ceci est reconnu par tout le public, et le public protestera, comme il sait protester.

Le peuple saura protester lors des prochaines élections qui, je l'espère, arriveront bientôt, non seulement contre cette loi inique de la conscription, mais aussi contre la mesure qui nous occupe en ce moment. Et, en passant, qu'on me permette de dire que je considère que la transaction Mackenzie et Mann, que le bill White, tel que présenté pour l'achat du Nord-Canadien est encore pire que celui de la conscription. Au point de vue de l'intérêt financier du pays, cette mesure est pire que celle de la conscription, car au moins la conscription pourra aider, pourra contribuer à aider les nôtres et nos alliés de l'autre côté; mais l'achat du Nord-Canadien ne contribuera qu'à aider Mackenzie et Mann et les spéculateurs véreux que nous ne connaissons pas, mais que nous soupçonnons être en dessous de cette transaction.

Monsieur le président, je disais au commencement de mes remarques que nous étions accoutumés à ce que des iniquités se commissent par le Gouvernement actuel; j'ai dit que ce n'était pas la première et, d'après ce que nous voyons, ce ne sera pas la dernière. On sent si bien la faiblesse des mesures que l'on présente qu'on est obligé d'employer la violence, d'employer le bâillon, d'employer la clôture pour tâcher de forcer la main aux mandataires du peuple et pour ignorer le mandat qu'ils ont eux-mêmes.

Je vois qu'aujourd'hui monsieur le président donne une attention spéciale aux membres de la gauche. Il me fait un œil qui veut dire que mon temps est fini. Cependant, hier soir, il avait le torticolis, probablement, parce qu'il ne regardait qu'à la droite, il ne regardait pas de ce côté-ci; mais aujourd'hui, il a l'œil clair, il ne faut pas dépasser les vingt minutes. Eh bien, monsieur le président, je termine, je m'incline devant l'ordre de l'exécuteur des hautes œuvres du Gouvernement actuel et je reprends mon siège.

M. KNOWLES: Monsieur le président, cette mesure a une si vaste portée dans ses conséquences que c'est un sujet de regret pour ceux d'entre nous qui n'ont pas encore parlé de se trouver, de par l'action de notre autocratique ministre des Finances, limités à vingt minutes seulement. Je crois qu'une cinquantaine de libéraux, pour le moins, n'ont pas encore parlé dans la discussion de ce bill qui engage le pays dans une politique toute nouvelle pour le Canada. La discussion n'a pas dépassé les bornes raisonnables jusqu'ici, et, cependant, le ministre des Finances décide que les représentants du peuple seront limités à vingt minutes dans leurs observations. Son unique raison doit être qu'il craint une libre discussion de ce projet. S'il était désireux de le laisser discuter à fond, il n'aurait pas résolu de refuser à au moins cinquante représentants du peuple l'occasion de le faire, parce qu'on ne saurait discuter une mesure comme celle-ci, comportant la naturalisation des chemins de fer en vingt minutes de temps. Je ne fais aucune injure au ministre des Finances, mais c'est plutôt un compliment à son adresse, quand je dis qu'on aurait eu de lui une bien plus haute opinion au Canada s'il avait encouragé la discussion du projet au lieu de tenter d'appliquer le bâillon et d'obtenir de force son adoption par le Parlement, et cela vient surtout de bien mauvaise grâce de la part du ministre des Finances, un homme que bon nombre d'entre nous estiment hautement pour son habileté et ses autres qualités.

Le fait reste, et le ministre le sait aussi bien que nous, qu'il est intimement lié et par l'amitié et par ses intérêts financiers à sir William Mackenzie. Le fait est notoire et les gens y ajoutent foi; c'est pourquoi à titre d'ami, je dis au ministre des Finances qu'il a mal fait d'étouffer la discussion sur cette mesure qui doit aboutir au paiement probable de sommes énormes à Mackenzie et Mann. Je ne connais nullement les affaires personnelles du ministre des Finances et je n'en veux rien savoir, je parle d'affaires publiques et j'affirme que c'est de notoriété publique au Canada que le ministre des Finances a obtenu la position qu'il occupe grâce à l'influence de Mackenzie et Mann et de Z. A. Lash. Je suis informé de bonne source que le ministre des Finances doit sa nomination à sir William Mackenzie et à l'ancien ministre de la Milice et de la Défense.

Le très hon. sir ROBERT BORDEN: Cette assertion n'est nullement fondée.

M. KNOWLES: Va sans dire que la dénégation du premier ministre doit être